

**Les effets de l'inclusion financière sur la qualité de vie des individus au  
Maroc : Une étude conduite à l'aide de l'Analyse des Correspondances  
Multiples (ACM)**

**The Effects of Financial Inclusion on Individuals' Quality of Life in  
Morocco: A Study Conducted Using Multiple Correspondence Analysis  
(MCA)**

**MOUZOUN Zakarya**

Doctorant

Ecole Nationale de Commerce et de Gestion

Université Ibn Tofail - Maroc

Laboratoire de Recherche en Sciences de Gestion des Organisations

**zakarya.mouzoun@uit.ac.ma**

**AMMI Anouar**

Enseignant chercheur

Ecole Nationale de Commerce et de Gestion

Université Ibn Tofail - Maroc

Laboratoire de Recherche en Sciences de Gestion des Organisations

**anouar.ammi@uit.ac.ma**

**Date de soumission** : 23/08/2025

**Date d'acceptation** : 15/10/2025

**Pour citer cet article** :

MOUZOUN, Z. et AMMI, A. (2025) « Les effets de l'inclusion financière sur la qualité de vie des individus au Maroc : Une étude conduite à l'aide de l'Analyse des Correspondances Multiples (ACM) », Revue Française d'Economie et de Gestion « Volume 6 : Numéro 10 » pp : 900- 935.

Author(s) agree that this article remain permanently open access under the terms of the Creative Commons Attribution License 4.0 International License



## Résumé

Cet article explore les liens entre inclusion financière et qualité de vie des individus au Maroc à travers l'Analyse des Correspondances Multiples (ACM) menée sur un échantillon de 120 individus. L'inclusion est étudiée selon trois dimensions principales : accès, utilisation et qualité perçue des services financiers. Les résultats montrent que la première dimension factorielle, expliquant près de 78 % de la variance, est dominée par l'utilisation des services, la perception de leur qualité et l'éducation/développement personnel, confirmant que l'inclusion repose davantage sur l'appropriation des produits que sur le seul accès. La deuxième dimension, représentant 45 % de la variance, souligne le rôle central de la confiance envers les institutions financières, essentielle pour renforcer la transparence et la relation institutionnelle. Sur le plan théorique, cette étude confirme le caractère multidimensionnel de l'inclusion et met en lumière des variables souvent négligées comme la confiance et la littératie financière, tandis que sur le plan empirique, elle insiste sur la nécessité de politiques publiques axées sur la qualité et l'éducation financière pour améliorer durablement la vie des populations.

**Mots-clés :** Inclusion financière ; Qualité de vie ; Analyse des Correspondances Multiples (ACM) ; Maroc ; Confiance institutionnelle ; Littératie financière.

## Abstract

This article explores the link between financial inclusion and quality of life in Morocco using Multiple Correspondence Analysis (MCA) on a sample of 120 individuals. Financial inclusion is analyzed through its three dimensions: access, use, and perceived quality. Results show that the first factorial dimension, explaining nearly 78% of the variance, is shaped by effective use, service quality, and education/personal development, demonstrating that inclusion depends more on appropriation than on simple access. The second dimension, representing 45% of the variance, underlines the crucial role of trust in financial institutions, where transparency and institutional relationships determine the depth of inclusion. Variables related to poverty and inequality reduction are weakly discriminant, suggesting impacts are mostly macroeconomic and long-term. The study reinforces the multidimensional nature of financial inclusion, highlighting often neglected variables such as trust and financial literacy, while stressing the need for policies focused on quality and financial education to achieve meaningful and sustainable inclusion in Morocco.

**Keywords:** Financial inclusion; Quality of life; Multiple Correspondence Analysis (MCA); Morocco; Institutional trust; Financial literacy.

## 1. Introduction

Au cours des deux dernières décennies, l'inclusion financière s'est imposée comme un levier incontournable du développement économique et social, en particulier dans les pays émergents. Elle désigne la capacité des individus et des entreprises à accéder à une gamme variée de services financiers formels - tels que l'épargne, le crédit, l'assurance et les services de paiement - proposés dans des conditions équitables, abordables et sécurisées (Beck, Demirgüç-Kunt, et al., 2009; Demirgüç-Kunt & Klapper, 2012). Cette dimension dépasse la simple ouverture d'un compte bancaire pour englober l'utilisation effective des services et la qualité perçue de leur fourniture. De nombreuses études ont démontré que l'inclusion financière contribue à la réduction de la pauvreté, au renforcement de la résilience économique des ménages et à la stimulation de l'entrepreneuriat, en créant un cercle vertueux de croissance et de cohésion sociale (Allen et al., 2016; Levine, 2005).

Au Maroc, la question de l'inclusion financière est devenue un axe stratégique de la politique économique et sociale. La Stratégie Nationale d'Inclusion Financière (SNIF), lancée en 2019, illustre cette volonté de généraliser l'accès aux services financiers tout en favorisant l'innovation digitale comme vecteur d'inclusion. Elle ambitionne de réduire les disparités territoriales et sociales en ciblant en priorité les populations marginalisées, notamment les femmes, les jeunes, les ruraux et les micro-entrepreneurs. Ce plan s'appuie sur la mise en place de nouveaux instruments comme le mobile banking, la microfinance et la digitalisation des services publics, dans le but de renforcer la confiance envers les institutions financières et d'améliorer la qualité de vie des citoyens (Bank Al Maghreb, 2019; Ezzahid & Elouaourti, 2021). Cette orientation traduit la conviction que l'inclusion financière ne constitue pas uniquement un objectif économique, mais aussi un levier de justice sociale et de développement humain durable.

L'objectif de ce travail est d'explorer en profondeur les relations entre inclusion financière et qualité de vie des individus au Maroc. Plus précisément, il s'agit de s'interroger sur la problématique suivante : *Comment l'inclusion financière, à travers ses dimensions d'accès, d'utilisation et de qualité perçue des services financiers formels, contribue-t-elle à améliorer la sécurité économique, la résilience face aux chocs et l'intégration sociale des individus ?* À partir de cette question centrale, l'étude avance plusieurs hypothèses exploratoires : **(H1)** l'utilisation effective des services financiers exerce un effet plus déterminant que le seul accès formel ; **(H2)** la perception de la qualité des services et la confiance institutionnelle influencent significativement le bien-être ; **(H3)** l'éducation financière renforce la capacité d'appropriation

des services et accroît leur impact social. Cette problématique est particulièrement pertinente dans le contexte marocain où, malgré les efforts menés dans le cadre de la Stratégie Nationale d'Inclusion Financière (SNIF), une proportion importante de la population demeure exclue ou faiblement intégrée au système financier formel. Comprendre ces mécanismes permet non seulement d'identifier des profils différenciés d'individus, mais aussi de proposer des politiques publiques et institutionnelles plus ciblées et mieux adaptées aux réalités socio-économiques nationales. Enfin, l'article s'organise comme suit : une première section présente la revue de littérature et les fondements théoriques ; la deuxième expose la méthodologie mobilisée, en particulier l'Analyse des Correspondances Multiples (ACM) ; la troisième développe et interprète les résultats empiriques ; la quatrième discute les apports et limites de l'étude ; la dernière conclut en proposant des perspectives de recherche et des recommandations pratiques. Sur le plan méthodologique, cette recherche mobilise l'Analyse des Correspondances Multiples (ACM), une technique statistique particulièrement adaptée aux données qualitatives et catégorielles recueillies à travers des entretiens semi-directifs. L'ACM permet de dégager des structures multidimensionnelles, de cartographier les relations entre variables et d'identifier des typologies d'individus en fonction de leur rapport aux services financiers. Contrairement à une approche linéaire et unidimensionnelle, elle met en lumière des corrélations complexes entre variables d'accès, d'utilisation, de satisfaction et d'impact sur la qualité de vie. Cette démarche méthodologique contribue non seulement à enrichir la compréhension empirique des dynamiques de l'inclusion financière au Maroc, mais aussi à fournir des résultats exploitables pour les décideurs et les institutions financières, dans une perspective d'amélioration des politiques publiques et de réduction des inégalités sociales.

Au-delà de sa contribution empirique, cette recherche s'inscrit dans un effort d'enrichissement du débat académique sur l'inclusion financière et le bien-être. Elle confronte les résultats issus du terrain marocain aux apports de la littérature internationale, qui a déjà mis en évidence les effets positifs de l'accès aux services financiers sur la réduction de la pauvreté, la stabilité économique et l'amélioration des conditions de vie (Demirgüç-Kunt et al., 2017; Levine, 2004). Cette mise en perspective permet de vérifier la pertinence de ces conclusions dans le contexte marocain, marqué par des spécificités institutionnelles, sociales et territoriales. Elle contribue ainsi à combler un déficit dans la littérature nationale où peu d'études mobilisent des méthodes multidimensionnelles, telles que l'ACM, pour analyser conjointement les variables financières et les indicateurs de qualité de vie.

D'un point de vue pratique, cette recherche ambitionne également de fournir des enseignements opérationnels aux décideurs publics, aux régulateurs et aux institutions financières. En identifiant les profils d'individus les plus exclus et les dimensions de l'inclusion financière ayant le plus d'impact sur la qualité de vie, elle offre des pistes pour concevoir des politiques et des services financiers plus inclusifs et mieux adaptés aux besoins des populations. Ces recommandations sont particulièrement pertinentes dans le cadre de la Stratégie Nationale d'Inclusion Financière (SNIF), qui cherche à réduire les inégalités socio-économiques et territoriales. Ainsi, cette étude se veut à la fois un apport académique, en approfondissant l'analyse conceptuelle et empirique de l'inclusion financière, et un outil pratique pour orienter les stratégies publiques et privées vers une amélioration durable du bien-être des citoyens marocains.

Afin d'atteindre ces objectifs, l'article s'articule en plusieurs parties complémentaires. La première est consacrée à la revue de littérature, qui présente les principales définitions et dimensions de l'inclusion financière ainsi que les travaux nationaux et internationaux mettant en relation inclusion financière et qualité de vie. La deuxième partie expose la méthodologie retenue, en décrivant l'échantillon étudié, les variables mobilisées et le recours exclusif à l'ACM. La troisième partie présente les résultats empiriques de l'ACM, en mettant en évidence les axes factoriels les plus significatifs, les profils identifiés et les liens observés entre inclusion financière et qualité de vie. La quatrième partie propose une discussion des résultats, en les confrontant aux apports de la littérature et aux spécificités du contexte marocain.

L'article se conclut par une conclusion générale qui récapitule les principaux apports de la recherche, met en évidence les limites méthodologiques identifiées et ouvre des pistes pour de futures investigations en matière d'inclusion financière. Cette conclusion insiste également sur la nécessité d'approches pluridimensionnelles et contextualisées afin de mieux appréhender l'impact des services financiers sur la qualité de vie, tout en soulignant l'importance de renforcer le dialogue entre chercheurs, décideurs publics et institutions financières pour traduire les résultats scientifiques en recommandations opérationnelles.

## **2. Cadre conceptuel et revue de littérature**

### **2.1. L'inclusion financière et ses dimensions**

L'inclusion financière est aujourd'hui considérée comme un pilier du développement économique et social, notamment dans les économies émergentes. Elle se définit comme la capacité des individus et des entreprises à accéder et à utiliser des services financiers formels, proposés à des coûts abordables, adaptés aux besoins des usagers et fournis de manière

responsable (Demirgüç-Kunt & Klapper, 2012; World Bank, 2019b). Cette approche a progressivement évolué d'une vision centrée sur la bancarisation - mesurée par la détention d'un compte bancaire - vers une perspective plus large intégrant la diversité des produits financiers et leur utilisation effective (Demirgüç-Kunt & Levine, 2008). Ainsi, la littérature retient principalement trois dimensions fondamentales de l'inclusion financière : l'accès, l'utilisation et la qualité des services.

La première dimension, l'accès, correspond à la possibilité matérielle et économique pour un individu de disposer de services financiers formels. Elle inclut à la fois la disponibilité physique - à travers les agences bancaires, guichets automatiques ou points de services digitaux - et la disponibilité économique, mesurée par l'accessibilité tarifaire et les conditions d'ouverture de compte (Sarma, & Pais, 2011). Plusieurs études montrent que l'expansion du réseau bancaire et le développement du mobile banking ont joué un rôle majeur dans l'amélioration de l'accès, en particulier dans les zones rurales où l'infrastructure financière est historiquement limitée (Beck, Demirguc-Kunt, et al., 2009). Cependant, l'accès reste souvent entravé par des barrières structurelles liées au revenu, au genre, au niveau d'éducation ou à la localisation géographique. Selon le rapport publié par Bank Al-Maghrib en décembre 2024 (statistiques sur les comptes bancaire), le nombre de personnes disposant d'au moins un compte bancaire a atteint 19,1 millions, dont 589 026 sont des personnes morales (3,1 %). Les personnes physiques représentent 18,5 millions de titulaires, parmi lesquels 39 % sont des femmes et 61 % des hommes. Par âge, 4,3 millions ont plus de 60 ans, 3,8 millions se situent entre 35 et 45 ans et 1,8 million sont âgés de moins de 25 ans. En termes de détention, 47 % des personnes physiques possèdent un seul compte, 29 % deux comptes et 13 % trois comptes. Parallèlement, la Centrale des Comptes Bancaires a recensé, à la même période, 38,2 millions de comptes ouverts, en progression de 5,2 % par rapport à 2023, dont 64 % de comptes chèques (24,3 millions), 30 % de comptes sur carnets (11,3 millions), 5 % de comptes courants (1,8 million) et 0,3 % de comptes en devises étrangères (123 945), majoritairement libellés en euro (76 %).

La deuxième dimension, l'utilisation, fait référence au degré et à la diversité de recours effectif aux services financiers. L'existence d'un compte bancaire ne garantit pas son utilisation régulière : dans de nombreux contextes, une part importante des comptes ouverts restent dormants (Allen et al., 2016). L'utilisation se mesure donc à travers la fréquence des opérations (dépôts, retraits, paiements), la mobilisation de l'épargne, l'accès au crédit ou encore la souscription à des produits d'assurance. Selon la littérature, une utilisation accrue des services financiers permet aux ménages de mieux planifier leur consommation, de faire face aux

imprévus et d'investir dans des activités génératrices de revenus, renforçant ainsi leur résilience économique et sociale (Demirgüç-Kunt et al., 2017). Cette dimension constitue donc un indicateur clé pour évaluer l'impact réel de l'inclusion financière.

La troisième dimension, la qualité des services financiers, est apparue plus récemment dans les débats académiques comme un élément indispensable pour évaluer la profondeur de l'inclusion (Cámara & Tuesta, 2014). Elle ne se limite pas à la disponibilité des produits, mais s'intéresse à leur pertinence, leur simplicité, leur transparence et leur capacité à répondre aux besoins spécifiques des usagers. Des services financiers mal conçus ou inadaptés peuvent conduire à une inclusion superficielle, voire à une vulnérabilité accrue des ménages, notamment à travers le surendettement ou l'exposition à des coûts cachés. La qualité est donc considérée comme une condition sine-qua-non pour que l'inclusion contribue réellement au bien-être et à la réduction des inégalités.

Plusieurs travaux empiriques insistent sur l'importance d'une approche intégrée combinant ces trois dimensions. Par exemple, Sarma et Pais (2011) proposent un indice multidimensionnel d'inclusion financière qui prend en compte simultanément l'accès, l'utilisation et la qualité, permettant ainsi d'éviter une lecture partielle du phénomène. Cet indice met en évidence que de nombreux pays affichant une progression en termes d'accès ne traduisent pas nécessairement ces avancées en une véritable inclusion, faute d'utilisation régulière ou de services de qualité. Cette constatation souligne que l'inclusion ne peut être réduite à une simple question d'infrastructure, mais doit être appréhendée comme un processus complexe et multidimensionnel.

Dans le cas du Maroc, plusieurs études montrent que des progrès significatifs ont été réalisés en matière d'accès, notamment grâce au développement du mobile banking et des services de microfinance, mais que l'utilisation reste relativement limitée et concentrée sur un nombre restreint de produits (Ezzahid & Elouaourti, 2021). De plus, la perception de la qualité des services constitue encore un défi, car les usagers évoquent souvent des coûts élevés, une complexité des procédures et un manque de transparence. Cela met en évidence la nécessité d'analyser conjointement les trois dimensions afin de mieux comprendre les freins à l'inclusion et leur impact sur la qualité de vie des populations.

La littérature converge vers une définition multidimensionnelle de l'inclusion financière, fondée sur l'accès, l'utilisation et la qualité des services financiers. Ces trois dimensions interagissent de manière complémentaire : l'accès constitue une condition préalable, l'utilisation traduit le passage à une inclusion effective, et la qualité assure la pertinence et la

durabilité de l'inclusion. Une analyse qui négligerait l'une de ces dimensions risquerait de fournir une vision tronquée du phénomène. C'est pourquoi la mobilisation de méthodes statistiques multidimensionnelles, telles que l'Analyse des Correspondances Multiples (ACM), apparaît particulièrement pertinente pour appréhender la complexité des liens entre inclusion financière et qualité de vie des individus dans le contexte marocain.

## **2.2. Inclusion financière et bien-être/qualité de vie : principaux travaux internationaux et marocains**

La littérature internationale met en avant l'inclusion financière comme un facteur clé du développement humain. En permettant un accès élargi à l'épargne, au crédit, à l'assurance et aux moyens de paiement, elle renforce la capacité des ménages à stabiliser leurs revenus, à gérer les risques et à investir dans l'accumulation d'actifs (Beck et al., 2007; Demirgüç-Kunt & Klapper, 2012). Ces effets se traduisent concrètement par un lissage de la consommation, une meilleure protection face aux chocs économiques et une augmentation des investissements dans la santé et l'éducation (Anwar et al., 2016). Plusieurs études empiriques confirment que l'inclusion financière contribue à réduire les inégalités et à promouvoir une croissance inclusive et durable (Sarma, & Pais, 2011; World Bank, 2019a).

Sur le plan microéconomique, l'accès aux services financiers se traduit par une amélioration de la gestion budgétaire et une réduction de la vulnérabilité. Les comptes d'épargne formels, les crédits adaptés et les produits de microfinance permettent aux ménages d'anticiper les imprévus et de sécuriser leurs projets à long terme (Bauchet et al., 2011). Plusieurs enquêtes indiquent que l'ouverture d'un compte bancaire ou l'accès à un microcrédit s'accompagne d'une meilleure capacité à organiser leurs finances, d'une amélioration des conditions de logement ainsi que du financement des études de leurs enfants. Cette amélioration perçue de la qualité de vie confirme les apports de la littérature qui établit un lien direct entre inclusion financière, sécurité économique et bien-être social (Banerje & Duflo, 2011).

Du point de vue entrepreneurial, la littérature souligne que l'inclusion financière favorise la croissance des petites et moyennes entreprises en leur donnant accès au financement et à des outils de gestion modernes. L'accès au crédit, aux assurances ou aux solutions de trésorerie contribue à renforcer la productivité, à diversifier les activités et à créer de l'emploi (Aghion & Bolton, 1997; Levine, 2005). De nombreux travaux montrent que le crédit bancaire est perçu par les entrepreneurs comme un facteur clé pour stimuler l'investissement, moderniser les moyens de production et accéder à de nouveaux marchés. Cependant, ils mentionnent aussi les contraintes liées aux garanties exigées et au coût élevé du financement, ce qui rejoint les

constats de la littérature sur les limites d'une inclusion financière incomplète (Beck, Demirgüç-Kunt, et al., 2009).

Dans le contexte marocain, la Stratégie Nationale d'Inclusion Financière (SNIF) lancée en 2019 a permis d'accélérer la diffusion des services financiers, notamment via le mobile banking, la microfinance et la digitalisation des paiements (Bank Al Maghreb, 2020). Ces initiatives visent particulièrement les populations vulnérables - femmes, jeunes, ruraux et micro-entrepreneurs - pour réduire les disparités socio-économiques. Toutefois, plusieurs études nationales mettent en évidence des défis persistants, liés aux disparités territoriales, à la complexité des procédures et à une offre parfois mal adaptée aux besoins des usagers (Elouaourti & Ezzahid, 2022). Ainsi, malgré des avancées en matière d'accès, l'utilisation et la qualité des services demeurent des obstacles majeurs à une inclusion financière pleinement effective.

Les résultats de terrain au Maroc montrent que l'inclusion financière influe également sur des dimensions élargies de la qualité de vie. Les répondants évoquent des effets positifs sur la capacité à épargner, sur l'accès à l'éducation et aux soins, sur la réduction de la pauvreté et sur l'intégration sociale. La perception de la qualité et de la transparence des services financiers est déterminante : lorsque les produits sont clairs, accessibles et abordables, ils renforcent la confiance institutionnelle et améliorent le sentiment de sécurité économique. À l'inverse, des produits complexes ou coûteux peuvent engendrer méfiance et exclusion, limitant ainsi l'impact sur le bien-être (Cámara & Tuesta, 2014). Cette double réalité souligne que l'inclusion ne peut être réduite à une question d'accès, mais doit s'accompagner d'une offre adaptée et de qualité. La convergence des travaux internationaux et marocains montre que l'inclusion financière n'a d'impact sur le bien-être qu'à condition d'intégrer simultanément les trois dimensions : accès, utilisation et qualité des services. L'expérience marocaine illustre cette complexité : les progrès réalisés en matière d'accès ne suffisent pas, si les populations n'utilisent pas les services ou si la qualité n'est pas au rendez-vous. D'où l'intérêt d'approches méthodologiques multidimensionnelles, telles que l'Analyse des Correspondances Multiples (ACM), qui permettent de mettre en évidence les proximités entre variables financières et indicateurs de qualité de vie, et de dégager des profils différenciés d'usagers pour orienter les politiques publiques (Escofier & Pagès, 2016).

### **2.3. Limites de la littérature : insuffisance des approches multidimensionnelles et contextuelles**

Bien que la littérature internationale ait largement mis en évidence les effets positifs de l'inclusion financière sur la croissance économique, la réduction de la pauvreté et l'amélioration

du bien-être, plusieurs limites persistent dans les approches mobilisées. Une première limite concerne la tendance à mesurer l'inclusion financière de manière partielle, souvent réduite à la seule détention d'un compte bancaire ou à l'accès physique aux services financiers (Demirgüç-Kunt & Klapper, 2012; Sarma, & Pais, 2011). Ces indicateurs, bien que pertinents, offrent une vision incomplète du phénomène, car ils négligent l'utilisation effective des services et la qualité perçue par les usagers. Cette approche simplifiée empêche de saisir pleinement la complexité des interactions entre inclusion financière et bien-être.

Une deuxième limite réside dans le manque d'analyses multidimensionnelles. De nombreuses études privilégient des approches quantitatives classiques, centrées sur quelques variables isolées, sans explorer les corrélations complexes entre différentes dimensions de l'inclusion et les multiples facettes de la qualité de vie (Cámara & Tuesta, 2014). Or, la relation entre inclusion et bien-être n'est ni linéaire ni univoque ; elle dépend d'un enchevêtrement de facteurs sociaux, économiques et institutionnels qui nécessitent des outils analytiques capables de restituer cette complexité. Les méthodes factorielles, telles que l'Analyse des Correspondances Multiples (ACM), demeurent encore peu mobilisées dans ce champ, alors qu'elles offrent la possibilité de cartographier et d'analyser simultanément plusieurs variables catégorielles.

Une troisième et dernière limite tient à l'absence de prise en compte des contextes spécifiques, en particulier dans les pays en développement et au Maroc. La majorité des travaux empiriques repose sur des bases de données internationales comme le Global Findex ou sur des échantillons nationaux quantitatifs standardisés (Demirguc-Kunt et al., 2018; World Bank, 2019a). Si ces données permettent des comparaisons internationales, elles tendent à uniformiser des réalités hétérogènes et à occulter les particularités locales. Dans le cas marocain, les disparités régionales, les dynamiques rurales/urbaines et les pratiques financières informelles jouent pourtant un rôle déterminant dans la relation entre inclusion et qualité de vie (Elouaourti & Ezzahid, 2023). Cette insuffisance d'analyses contextuelles limite la pertinence des recommandations et appelle des études ancrées dans les réalités locales.

La littérature existante souffre d'un double déficit : théorique, par le manque d'approches intégrant simultanément les dimensions d'accès, d'utilisation et de qualité, et empirique, par l'insuffisance d'analyses tenant compte des spécificités socio-économiques des pays émergents. Ces limites ouvrent la voie à des recherches mobilisant des méthodes multidimensionnelles, capables d'explorer la complexité des relations inclusion financière/bien-être, et de produire des résultats adaptés aux contextes nationaux. C'est

précisément dans cette perspective que s'inscrit la présente étude, en recourant à l'ACM pour analyser la situation marocaine.

#### **2.4. Le cadre conceptuel**

Le cadre conceptuel de cette recherche (Comme la montre figure 1) a pour objectif d'offrir une lecture intégrée des relations entre inclusion financière et bien-être des individus dans le contexte marocain. Les résultats empiriques montrent clairement que l'accès seul aux services financiers demeure insuffisant pour générer des effets tangibles : ce sont l'utilisation effective, la qualité perçue des services et la confiance institutionnelle qui apparaissent comme les déterminants majeurs. Pour comprendre ces mécanismes, il convient de mobiliser des modèles conceptuels qui dépassent une lecture purement descriptive et qui ancrent l'analyse dans une approche institutionnelle et multidimensionnelle du bien-être.

Un premier pilier de ce cadre s'appuie sur les théories de l'institutionnalisation (North, 1990; Scott, 2014). Ces approches soulignent que les institutions, entendues comme l'ensemble des règles, normes et pratiques sociales, façonnent les comportements économiques et influencent la performance des organisations. Dans le champ de l'inclusion financière, cela signifie que la disponibilité des infrastructures ne suffit pas : c'est la légitimité institutionnelle, la stabilité du cadre réglementaire et la qualité de la gouvernance qui conditionnent l'adoption des services financiers. La confiance envers les institutions financières devient alors un facteur clé, puisqu'elle constitue la passerelle entre les dispositifs formels et leur appropriation effective par les populations.

Le second pilier repose sur les approches du bien-être multidimensionnel, en particulier la théorie des capacités d'Amartya Sen (1999) et l'approche de Martha Nussbaum (2000). Ces cadres proposent de mesurer le bien-être non pas uniquement à travers les revenus, mais à partir des « capacités » effectives dont disposent les individus pour réaliser des fonctionnements essentiels : se loger, se nourrir, accéder à l'éducation et à la santé, participer à la vie sociale. L'inclusion financière, en offrant des outils d'épargne, de crédit et de gestion des risques, élargit cet espace de possibilités. Vos résultats, qui mettent en évidence l'importance de l'usage et de la qualité perçue, s'inscrivent pleinement dans cette perspective : les services financiers n'améliorent le bien-être que s'ils sont pertinents, compris et adaptés aux besoins des individus (Nussbaum, 2000; Sen, 2001).

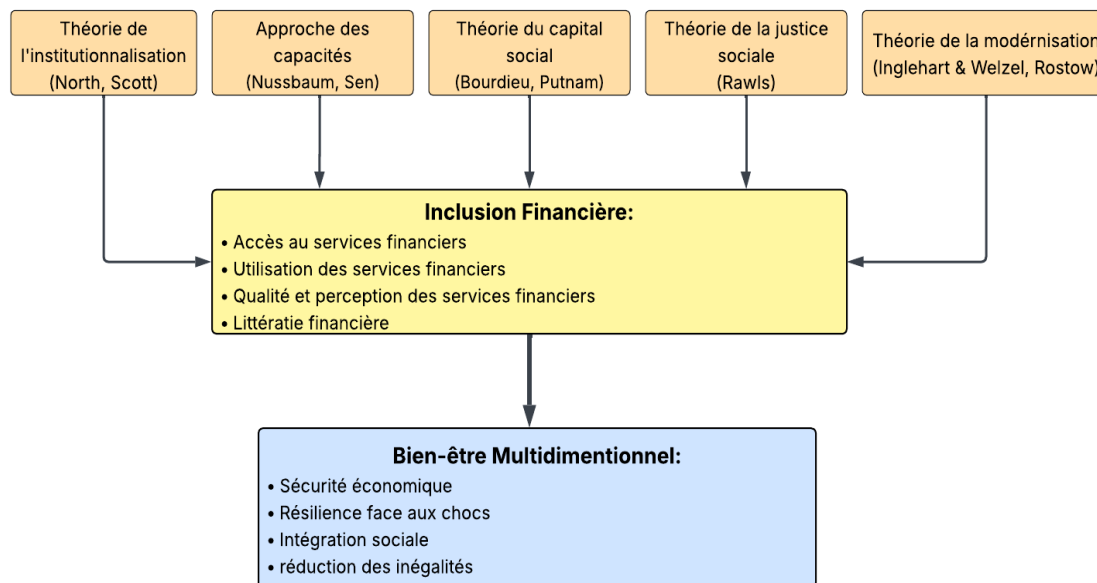
En complément, la théorie du capital social (Bourdieu, 1980; Putnam, 1995) fournit un éclairage supplémentaire. Elle postule que la densité des relations sociales, la confiance interpersonnelle et les réseaux de solidarité renforcent la capacité des individus à accéder à des ressources

économiques et sociales. Dans le cas de l'inclusion financière, ce capital social favorise la diffusion des pratiques (épargne collective, tontines, microcrédit solidaire) et joue un rôle de médiateur entre les institutions formelles et les populations, en particulier dans les zones rurales ou marginalisées. Ce cadre théorique éclaire le rôle des dynamiques communautaires dans l'appropriation des services financiers et la perception de leur impact sur la qualité de vie.

La théorie de la justice sociale (Rawls, 2003) constitue également un pilier pertinent. Elle repose sur l'égalité des chances et sur la priorité accordée aux plus défavorisés. Appliquée à l'inclusion financière, elle souligne que l'objectif n'est pas uniquement d'accroître le taux global de bancarisation, mais d'assurer un accès équitable et effectif aux populations vulnérables, telles que les femmes rurales, les jeunes et les travailleurs informels. Les résultats de cette recherche, qui montrent la faible discrimination des variables liées à la pauvreté et aux inégalités, trouvent ici un appui conceptuel : l'inclusion financière ne peut contribuer à la réduction des inégalités que si elle s'inscrit dans une stratégie plus large de justice distributive.

Également, la théorie de la modernisation et du développement (Inglehart & Welzel, 2005; Rostow, 1974) permet de situer l'inclusion financière dans une perspective plus globale. Elle considère que l'accès aux institutions modernes, dont les services financiers, contribue à la transformation des valeurs sociales, à l'autonomisation des individus et à leur intégration dans la société. Dans le contexte marocain, l'inclusion financière apparaît ainsi comme un vecteur de transition vers une société plus résiliente et participative, où le bien-être repose non seulement sur les revenus mais aussi sur la capacité des individus à s'inscrire dans des processus collectifs de développement.

**Figure 1: Schéma conceptuel : Inclusion financière, théories explicatives et bien-être**



Source : Elaboré par les auteurs en utilisant la plateforme Lucidchart ([www.lucidchart.com](http://www.lucidchart.com))

### 3. Méthodologie de recherche

La démarche méthodologique adoptée dans cette recherche repose exclusivement sur l'Analyse des Correspondances Multiples (ACM), une méthode statistique exploratoire adaptée aux données qualitatives et catégorielles (Escofier & Pagès, 2016). L'ACM a été choisie en raison de sa capacité à traiter simultanément un grand nombre de variables qualitatives et à mettre en évidence des structures multidimensionnelles, ce qui permet de dépasser les limites des approches univariées ou bivariées classiques. Contrairement aux techniques statistiques paramétriques, l'ACM ne cherche pas à tester des relations causales strictes, mais à explorer les proximités et les oppositions entre modalités de variables. Elle constitue ainsi une méthode privilégiée pour analyser les liens entre inclusion financière et qualité de vie, dans un cadre où la richesse et la diversité des données recueillies priment sur la représentativité statistique au sens strict (Benzecri, 1992; Lebart et al., 1995).

L'échantillon de l'étude est constitué de 120 individus, sélectionnés selon une logique de diversité afin de couvrir différents profils socio-économiques. Les participants incluent des usagers des services financiers formels (clients de banques, bénéficiaires de microfinance, utilisateurs de services digitaux) ainsi que des non-usagers potentiels, c'est-à-dire des personnes disposant d'un accès limité ou n'ayant jamais recouru aux services financiers formels. Le choix de se concentrer exclusivement sur les individus vise à capter directement les expériences vécues et les perceptions subjectives liées à l'inclusion financière. Cette orientation permet

d'ancrer l'analyse dans la vie quotidienne et de comprendre comment l'accès, l'utilisation et la qualité des services influencent la perception de la qualité de vie.

La taille de l'échantillon, fixée à 120 individus, peut sembler limitée mais se justifie pleinement dans le cadre d'une recherche exploratoire qualitative, dont l'objectif n'est pas la généralisation statistique à l'ensemble de la population marocaine, mais l'identification de tendances, de profils et de logiques de proximité entre variables. Cette orientation méthodologique privilégie la profondeur interprétative et la mise en évidence de structures latentes plutôt que la représentativité stricte. Dans ce contexte, l'Analyse des Correspondances Multiples (ACM) s'impose comme la méthode la plus pertinente, car elle est spécifiquement adaptée au traitement des données catégorielles et qualitatives. Contrairement à d'autres méthodes factorielles, l'ACM permet d'explorer simultanément plusieurs variables nominales, de cartographier leurs proximités et de dégager des typologies d'individus, offrant ainsi une lecture multidimensionnelle et nuancée des liens entre inclusion financière et qualité de vie.

Les données ont été recueillies à travers des entretiens semi-directifs, construits autour d'un guide thématique élaboré à partir des dimensions identifiées dans la littérature. Ce choix méthodologique permet d'obtenir des discours riches, en laissant aux répondants la liberté d'exprimer leurs expériences et ressentis tout en assurant une comparabilité entre les entretiens grâce à une trame commune. Le recueil des données s'est mené sur une période de trois mois. Chaque entretien a duré en moyenne 45 à 60 minutes et s'est déroulé dans des environnements propices à la discussion, tels que le domicile des répondants, des associations locales ou des lieux neutres permettant de garantir confidentialité et confort.

Les entretiens ont porté sur plusieurs aspects : l'accès aux services financiers (existence ou absence d'un compte, proximité géographique d'une agence, recours au mobile banking), l'utilisation effective des produits (fréquence des dépôts, retraits, paiements, recours au crédit, constitution d'une épargne), et la qualité perçue des services (simplicité, transparence, coûts, pertinence des produits). Des questions ont également exploré la satisfaction des usagers et les impacts sociaux perçus, notamment sur l'éducation, la santé, le logement, la sécurité économique et l'intégration sociale.

Le traitement des données s'est déroulé en deux étapes principales. Dans un premier temps, les entretiens ont été transcrits puis codés de manière thématique afin de transformer les réponses qualitatives en variables catégorielles exploitables. Cette étape a permis de regrouper les réponses en modalités représentatives. Dans un second temps, ces variables et leurs modalités ont été organisées dans un tableau de contingence, croisant les individus avec les modalités de

réponses. Ce tableau constitue la base de l'ACM, qui permet d'explorer la répartition des individus en fonction de leurs caractéristiques et de dégager des axes factoriels révélant les principales structures du jeu de données.

L'application de l'ACM a consisté à calculer les valeurs propres, les inerties partielles et cumulées associées à chaque axe, puis à retenir les dimensions les plus explicatives. Les cartes factorielles issues de l'ACM ont offert une représentation visuelle des proximités entre modalités et permis d'identifier des regroupements cohérents. L'interprétation de ces cartes s'appuie sur l'analyse des contributions des modalités aux axes et sur la recherche de profils homogènes d'individus. Cette méthode a ainsi permis de révéler des structures latentes dans les données, mettant en évidence les associations entre inclusion financière (accès, utilisation, qualité) et perceptions de la qualité de vie (satisfaction, impacts sociaux). Contrairement à une lecture linéaire, l'ACM offre une vision multidimensionnelle et nuancée des relations étudiées. En définitive, la méthodologie adoptée, fondée exclusivement sur l'ACM et appliquée à un échantillon de 120 individus, se distingue par son ancrage empirique et son caractère exploratoire. Elle permet de dépasser les limites de la littérature existante, souvent réduite à des mesures partielles ou à des bases de données internationales standardisées. L'ACM apporte une lecture contextualisée et multidimensionnelle, adaptée à la spécificité du cas marocain, en identifiant des profils différenciés d'utilisateurs et de non-utilisateurs. Cette démarche contribue à enrichir le débat scientifique sur le lien entre inclusion financière et qualité de vie, tout en fournissant des résultats exploitables pour les décideurs publics et les institutions financières.

#### **4. Résultats de l'ACM**

Les résultats issus de l'Analyse des Correspondances Multiples (ACM) offrent une lecture multidimensionnelle des liens entre inclusion financière et qualité de vie des individus. L'ACM, en réduisant la complexité du jeu de données, permet d'identifier les axes factoriels les plus pertinents, c'est-à-dire ceux qui concentrent la plus grande part de l'inertie totale expliquée. Ces axes fournissent une première structuration des variables étudiées et constituent la base d'une interprétation des proximités et des oppositions observées entre les différentes modalités. L'analyse des valeurs propres et des pourcentages d'inertie expliquée apporte ainsi un cadre rigoureux pour sélectionner les dimensions les plus significatives et guider l'interprétation des résultats.

Au-delà de cette structuration statistique, l'ACM permet également de cartographier visuellement les relations entre les variables et d'identifier des regroupements cohérents. Ces représentations graphiques facilitent l'interprétation en mettant en évidence des proximités

entre modalités et en révélant des profils distincts d'individus selon leur rapport aux services financiers et à la qualité de vie (Benzécri, 1975). L'objectif n'est pas seulement de décrire des associations, mais de dégager des typologies d'utilisateurs permettant de mieux comprendre les comportements financiers, les perceptions de la qualité des services et les effets perçus sur le bien-être. Ainsi, la présentation des résultats s'organisera autour de trois volets : l'examen des axes factoriels et de l'inertie expliquée, l'analyse de la cartographie des variables, et enfin l'identification des typologies d'individus.

#### **4.1. Récapitulatif des modèles factoriels de l'ACM : fiabilité interne et variance expliquée**

Les résultats de l'Analyse des Correspondances Multiples (ACM) révèlent la présence de deux dimensions principales qui structurent les données relatives à l'inclusion financière et à la qualité de vie. La première dimension présente une valeur propre de 7,062, correspondant à une inertie de 0,785, et explique à elle seule 78,47 % de la variance totale. Cette forte contribution souligne que la majorité de l'information contenue dans les variables étudiées peut être synthétisée autour de ce premier axe, ce qui traduit l'existence d'une structure dominante et fortement corrélée entre les modalités analysées.

La deuxième dimension présente une valeur propre de 4,048, avec une inertie de 0,450, représentant 44,98 % de la variance. Bien que son poids soit inférieur à celui de la première, cette dimension reste significative car elle apporte des informations complémentaires en mettant en évidence des distinctions moins marquées mais néanmoins pertinentes entre les profils d'individus. L'association des deux dimensions permet ainsi d'expliquer un total de 123,45 % de variance cumulée en tenant compte de l'inertie relative, ce qui montre la richesse et la robustesse du modèle factoriel.

En termes de fiabilité, les coefficients d'alpha de Cronbach confirment la solidité de la construction. La première dimension atteint un alpha très élevé de 0,966, traduisant une forte cohérence interne des modalités qui la composent. La deuxième dimension affiche un alpha de 0,847, ce qui demeure largement supérieur au seuil de 0,7 généralement retenu dans la littérature (Nunnally, 1978), attestant également de la fiabilité des résultats. La moyenne globale des coefficients de Cronbach est de 0,922, ce qui renforce la crédibilité et la consistance des structures mises en évidence.

**Tableau 1: Récapitulatif des modèles**

Dimension	Alpha de Cronbach	Variance représentée		
		Total (Valeur propre)	Inertie	% de la variance
1	,966	7,062	,785	78,470
2	,847	4,048	,450	44,977
<b>Total</b>		11,110	1,234	
<b>Moyenne</b>	,922 <sup>a</sup>	5,555	,617	61,723

*a. La moyenne alpha de Cronbach est basée sur la valeur propre moyenne.*

Source : Elaboré par les auteurs en utilisant le logiciel SPSS

Ces résultats confirment la pertinence de l'ACM comme méthode d'analyse dans ce contexte. Les deux dimensions retenues offrent une lecture robuste et fiable des relations entre inclusion financière et qualité de vie, en mettant en lumière des structures stables et cohérentes. La première dimension concentre l'essentiel de l'information, tandis que la deuxième apporte des nuances indispensables pour affiner la compréhension des profils d'individus. Ces éléments constituent une base solide pour la suite de l'analyse, notamment l'interprétation des cartes factorielles et la construction de typologies.

#### **4.2. Projection factorielle des variables : inclusion financière et impacts socio-économiques**

L'Analyse des Correspondances Multiples (ACM) met en évidence une structuration claire des variables associées à l'inclusion financière et à la qualité de vie des individus. L'espace factoriel obtenu révèle que les deux premières dimensions rendent compte de l'essentiel de la variance et permettent d'identifier des proximités significatives entre les modalités. Ces résultats confirment que l'inclusion financière constitue un phénomène multidimensionnel, dont les effets dépassent la seule bancarisation pour toucher directement des aspects sociaux et institutionnels du bien-être.

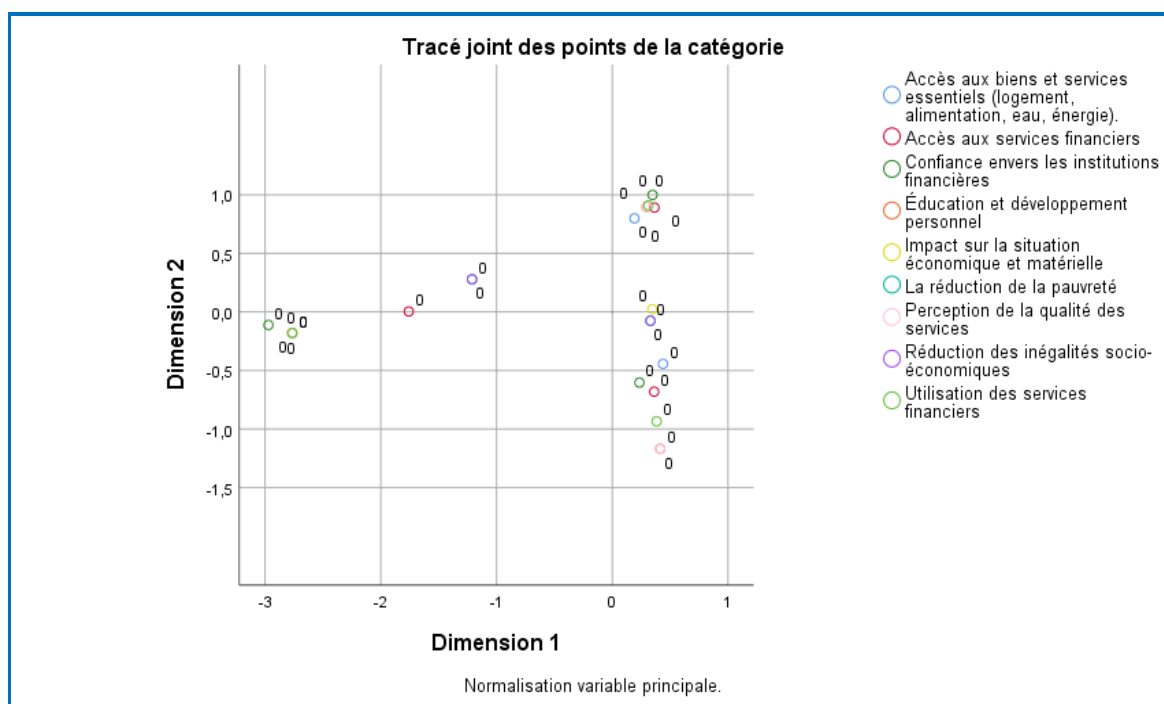
La première dimension de l'ACM met en évidence une opposition marquée entre deux catégories d'individus. D'un côté, ceux qui disposent d'un accès effectif aux services financiers et qui bénéficient également d'un accès régulier aux biens essentiels tels que le logement, l'alimentation, l'eau et l'énergie. De l'autre côté, ceux qui demeurent exclus ou faiblement intégrés au système financier formel, et qui cumulent souvent d'autres formes de vulnérabilités. Cette opposition structurelle confirme que l'accès aux services financiers ne peut être dissocié des conditions matérielles de vie : il constitue un facteur déterminant de différenciation entre individus, traduisant à la fois leur insertion économique et leur capacité à tirer profit des opportunités offertes par le système financier.

Cette dimension révèle également la place centrale de l'utilisation effective des services financiers dans la construction des perceptions individuelles. L'analyse montre que l'accès seul ne suffit pas à générer un sentiment d'inclusion ; il doit être accompagné d'un usage régulier et adapté des produits disponibles. Les individus qui utilisent activement les services (paiements, épargne, crédit) tendent à exprimer une évaluation plus positive de la qualité des services financiers et associent cette expérience à une réduction des inégalités socio-économiques. À l'inverse, un déficit d'accès ou une utilisation limitée accroît la vulnérabilité et renforce la marginalisation, tant sur le plan économique que social, reproduisant ainsi des inégalités structurelles déjà présentes.

La deuxième dimension factorielle se distingue par son association avec des variables plus qualitatives et institutionnelles. Elle met en évidence le rôle majeur de la confiance envers les institutions financières, de l'éducation et du développement personnel, ainsi que de l'impact sur la situation économique et matérielle. Cette structuration souligne que l'inclusion financière ne se réduit pas à des bénéfices strictement matériels, mais qu'elle dépend également de la qualité de la relation entre usagers et institutions. La transparence des produits, la clarté des informations fournies et la proximité institutionnelle apparaissent comme des conditions indispensables pour consolider cette confiance. Les individus qui déclarent un niveau de confiance élevé témoignent aussi d'une perception plus favorable de l'effet de l'inclusion sur leur bien-être global, confirmant l'importance de ces facteurs immatériels.

L'examen des proximités entre variables révèle que la réduction de la pauvreté et la réduction des inégalités socio-économiques sont fortement corrélées avec l'accès et l'utilisation des services financiers. Cela illustre le rôle direct de l'inclusion dans la lutte contre les vulnérabilités structurelles, même si ces effets sont souvent perçus de manière plus diffuse à l'échelle individuelle. La perception de la qualité des services occupe une position stratégique puisqu'elle se situe à l'intersection des deux axes, jouant ainsi un rôle de médiation entre l'accès/utilisation et la confiance institutionnelle. Elle apparaît dès lors comme un déterminant central de la satisfaction des usagers et un facteur clé dans la consolidation d'une inclusion durable et efficace.

**Figure 2: Tracé des dimensions de l'ACM : proximités entre inclusion financière et indicateurs de bien-être**



**Source : Elaboré par les auteurs en utilisant SPSS**

L'interprétation factorielle révèle une double logique. La première, objective, repose sur la disponibilité et l'utilisation des services financiers, qui influencent directement les conditions matérielles de vie. La seconde, plus subjective, est liée à la confiance institutionnelle, à l'éducation financière et au ressenti des impacts sur le développement personnel. L'articulation de ces deux logiques met en évidence que l'inclusion financière, pour avoir un effet tangible sur la qualité de vie, doit combiner accessibilité, utilisation effective, qualité des services et renforcement de la confiance.

#### **4.3. Corrélations entre les variables de l'inclusion financière et de la qualité de vie**

Les résultats présentés dans le tableau (Voir tableau en annexe) mettent en évidence des corrélations particulièrement fortes entre plusieurs variables liées à l'inclusion financière et à la qualité de vie. On observe notamment une relation quasi parfaite entre l'utilisation des services financiers, la perception de la qualité des services et l'éducation et développement personnel (coefficients supérieurs à 0,99). De même, l'impact sur la situation économique et matérielle est très fortement associé à l'utilisation et à la perception des services (valeurs de 0,998 et 0,999), ce qui traduit l'idée que l'usage effectif des produits financiers et leur qualité perçue conditionnent directement l'amélioration ressentie de la situation économique individuelle. Ces résultats montrent que l'inclusion ne se limite pas à l'accès théorique aux

services financiers, mais que son effet sur la qualité de vie est avant tout lié à une utilisation effective et à une perception positive de la pertinence des services.

En revanche, certaines variables, bien que reliées au phénomène étudié, présentent des corrélations plus modestes. C'est le cas de la réduction de la pauvreté et de la réduction des inégalités socio-économiques, dont les coefficients oscillent autour de 0,48 à 0,52. Ces résultats suggèrent que, si l'inclusion financière peut contribuer à réduire les vulnérabilités structurelles, ses effets sur ces dimensions macro-sociales sont perçus de manière moins immédiate par les individus. En termes factoriels, la première dimension explique une part très élevée de la variance totale (valeur propre = 7,062), ce qui confirme la robustesse de la structure dégagée. Elle reflète principalement l'opposition entre, d'un côté, l'accès et l'utilisation associés à des perceptions positives de la qualité et de l'impact des services, et, de l'autre, une moindre intégration financière perçue comme moins favorable au développement personnel et à la qualité de vie.

#### **4.4. Mesures de discrimination des variables dans l'ACM : contribution aux dimensions factorielles**

Le graphique des mesures de discrimination illustre la contribution de chaque variable aux deux premières dimensions de l'ACM, permettant ainsi d'évaluer leur pouvoir explicatif et leur rôle dans la structuration de l'espace factoriel. On constate que certaines variables se positionnent clairement en tête en termes de pouvoir discriminant, traduisant leur poids majeur dans la différenciation des individus selon leur rapport à l'inclusion financière et à la qualité de vie. Cette analyse complète l'examen des valeurs propres en précisant quelles variables structurent le plus fortement les dimensions retenues.

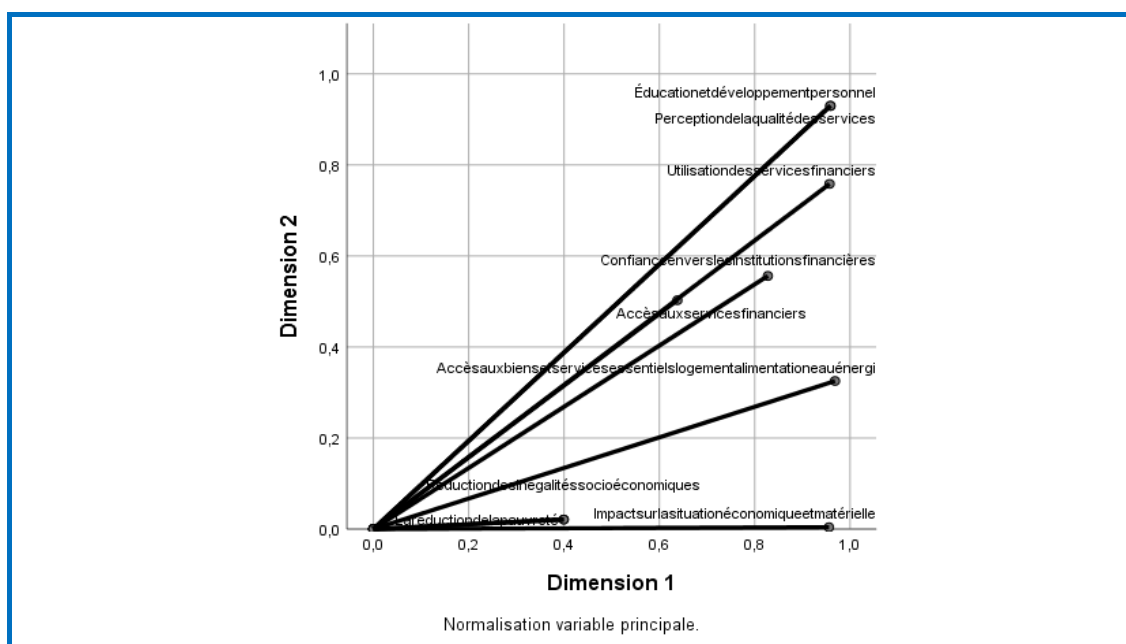
La première dimension est principalement expliquée par les variables liées à l'utilisation des services financiers, à la perception de la qualité des services et à l'éducation et développement personnel, qui affichent les valeurs de discrimination les plus élevées. Cela signifie que l'opposition majeure entre individus se situe dans la fréquence et la diversité d'usage des services financiers, mais aussi dans la manière dont ceux-ci sont perçus en termes de simplicité, transparence et pertinence. Le rôle central accordé à l'éducation traduit par ailleurs que la littératie et le développement personnel sont des facteurs indissociables d'une inclusion financière effective.

La deuxième dimension met davantage en lumière des variables plus institutionnelles et contextuelles, telles que la confiance envers les institutions financières et l'accès aux services financiers. Leur positionnement traduit le fait que, même si l'utilisation et la qualité perçue

constituent des déterminants primaires, la confiance institutionnelle reste un facteur structurant de la relation entre usagers et institutions financières. De même, l'accès demeure une condition préalable, sans laquelle les effets positifs de l'inclusion ne peuvent se concrétiser. La combinaison de ces variables sur le deuxième axe souligne que la confiance et l'accès agissent comme des catalyseurs ou des freins dans le processus global d'inclusion.

En revanche, certaines variables, telles que la réduction de la pauvreté, la réduction des inégalités socio-économiques et l'impact sur la situation économique et matérielle, apparaissent avec des valeurs discriminantes plus faibles. Cela signifie que ces dimensions, bien qu'essentielles dans la finalité de l'inclusion, ne jouent pas un rôle discriminant majeur dans la différenciation des individus au sein de l'échantillon étudié. En d'autres termes, si les personnes associent globalement l'inclusion financière à des bénéfices sociaux et économiques, ce ne sont pas ces perceptions générales qui structurent le plus fortement leurs réponses. Ces résultats confirment que l'analyse multidimensionnelle permet de distinguer entre des déterminants centraux (utilisation, qualité perçue, éducation, confiance) et des effets perçus plus diffus, mais néanmoins importants sur le long terme.

**Figure 3: Graphiques des mesures de discrimination**



Source : Elaboré par les auteurs en utilisant le logiciel SPSS

## 5. Discussion des résultats

### 5.1. Les convergences et divergences avec les résultats de la littérature

La première convergence forte concerne la hiérarchie des déterminants de l'inclusion effective. Le poids très élevé de la dimension 1 ( $\approx 78\%$  de variance expliquée) et les corrélations quasi

parfaites entre utilisation des services, qualité perçue et éducation/développement personnel indiquent qu'au-delà de l'accès, ce sont l'appropriation des produits et la compétence des usagers qui structurent le plus les différences individuelles. Ce résultat corrobore les conclusions selon lesquelles l'« inclusion d'usage » (et non la simple détention d'un compte) conditionne les effets sur le bien-être (Allen et al., 2016; Demirgüç-Kunt & Klapper, 2012). Le rôle central de la qualité perçue rejoint également les travaux mettant en garde contre les « inclusions superficielles » liées à des produits inadaptés, opaques ou coûteux (Cámara & Tuesta, 2014). Enfin, l'importance de l'éducation financière observée dans les mesures de discrimination est cohérente avec la littérature qui souligne sa fonction médiatrice entre accès, usage et résultats socio-économiques (Lusardi & Mitchell, 2014).

Une deuxième convergence, plus institutionnelle, apparaît sur la dimension 2 où se projettent la confiance envers les institutions financières et, dans une moindre mesure, l'accès. La littérature explique de longue date que la confiance gouverne l'adoption, la fidélisation et la profondeur de l'usage, spécialement dans les contextes où l'asymétrie d'information et le risque perçu sont élevés (Beck, Demirguc-Kunt, et al., 2009; Zins & Weill, 2016). Les cartes factorielles suggèrent un schéma compatible : l'accès matériel ne se traduit en inclusion effective que lorsque la relation institutionnelle est jugée fiable et que l'expérience de service est perçue comme juste et transparente. Cette articulation renforce l'idée d'une inclusion comme « chaîne de conditions » où la confiance agit en maillon critique.

Côté divergences, les résultats montrent que la réduction de la pauvreté et la réduction des inégalités socio-économiques contribuent faiblement à la discrimination des axes (proximité de l'origine, coefficients modestes). Ce constat diffère des études macro-comparatives qui associent l'expansion financière à une baisse des inégalités et une croissance inclusive (Demirguc-Kunt et al., 2008; Sarma, & Pais, 2011). Deux explications académiques s'imposent. D'abord, un décalage d'échelle et d'horizon : l'ACM capte ici des perceptions individuelles à court/moyen terme, alors que les effets distributifs sont agrégés et différés. Ensuite, des facteurs contextuels (coûts, formalités, adéquation produit-besoin, hétérogénéités territoriales) peuvent amortir, pour les ménages, des gains que l'on observe en moyenne au niveau macro (Ezzahid & Elouaourti, 2021) Autrement dit, l'« effet macro positif » n'est pas nécessairement discriminant dans les vécus individuels.

Une autre divergence nuancée concerne l'impact sur la situation économique et matérielle. Dans les matrices des réponses des interviewés, cette variable est fortement corrélée à l'utilisation et à la qualité perçue ( $\approx 0,998-0,999$ ), mais sa mesure de discrimination reste plus

faible que celle des variables d'usage/qualité. Sur le plan théorique, cela traduit un effet de proximité conceptuelle : l'amélioration matérielle est perçue comme co-variante de l'usage et de la qualité (forte redondance statistique), sans pour autant ajouter une puissance explicative supplémentaire pour différencier les profils sur les premiers axes. En langage factoriel, l'« impact matériel » se comporte comme un effet dérivé du triptyque usage-qualité-compétences, plutôt qu'un moteur structurel indépendant.

Ces convergences et divergences ont des implications théoriques. Premièrement, elles confortent une vision multidimensionnelle de l'inclusion où les résultats sur le bien-être dépendent de chaînes de médiation (qualité → usage → effets matériels), et non d'un lien direct « accès → bien-être ». Deuxièmement, elles invitent à distinguer les effets micro perçus (sécurité économique, planification, autonomie) des effets macro distributifs (pauvreté, inégalités), ces derniers exigeant des horizons temporels plus longs et des appuis de politiques complémentaires (Stiglitz et al., 2009). Troisièmement, la dominance de la dimension 1 et les alphas élevés suggèrent une forte cohérence interne des items d'usage/qualité, mais aussi un risque de redondance partielle entre indicateurs—point déjà relevé par la littérature méthodologique et à prendre en compte dans l'interprétation.

Sur le plan contextuel marocain, les résultats de cette étude apparaissent cohérents avec les priorités définies par la Stratégie Nationale d'Inclusion Financière (SNIF), qui met l'accent sur la digitalisation, la qualité des services et le renforcement de l'éducation financière. En effet, les analyses confirment que l'enjeu ne réside pas uniquement dans l'ouverture de comptes ou dans l'élargissement des canaux de distribution, mais surtout dans l'appropriation réelle et durable des services par les usagers. Cette appropriation suppose de travailler sur les déterminants de confiance tels que la transparence des produits, la proximité relationnelle entre institutions et clients, ainsi que la mise en place de dispositifs de protection de la clientèle. Elle implique également une adaptation des services financiers aux pratiques locales et aux besoins spécifiques des différentes catégories sociales, afin de transformer l'accès matériel en une amélioration concrète et ressentie du bien-être.

Par ailleurs, l'écart observé entre les bénéfices microéconomiques constatés au niveau des individus (sécurité financière, gestion du budget, satisfaction) et la faible contribution des variables liées à la réduction de la pauvreté et des inégalités à la structuration factorielle met en évidence une limite structurelle. Cette situation plaide en faveur de politiques complémentaires hors du champ strictement financier, intégrant le ciblage territorial des interventions, le développement d'infrastructures de base et le renforcement des dispositifs de protection sociale.

Ces mesures sont indispensables pour assurer une transmission plus nette et plus équitable des bénéfices de l'inclusion financière vers les objectifs distributifs et de cohésion sociale. Elles rejoignent ainsi les constats de la littérature internationale (World Bank, 2019b), qui souligne que l'inclusion financière, à elle seule, ne peut suffire à réduire durablement la pauvreté et les inégalités sans être intégrée dans une stratégie plus globale de développement humain et territorial.

Les résultats mettent en lumière des implications sociales et territoriales fortes. L'inclusion financière demeure inégalement répartie entre zones urbaines et rurales : les habitants des centres urbains bénéficient plus largement de l'accès et de l'utilisation effective des services financiers, tandis que les populations rurales, souvent confrontées à des infrastructures limitées et à un déficit de littératie financière, restent partiellement exclues. De même, les analyses révèlent une différenciation selon le genre et l'âge : les femmes, en particulier en milieu rural, et les jeunes en situation de chômage ou d'emploi précaire, rencontrent davantage d'obstacles liés à la confiance institutionnelle, à la qualité perçue des services et à la pertinence des produits. Ces résultats suggèrent que l'inclusion financière ne peut être pensée comme une politique uniforme, mais qu'elle doit être adaptée aux réalités territoriales et sociodémographiques, en intégrant des actions ciblées sur les femmes, les jeunes et les zones enclavées.

La comparaison avec des études internationales récentes confirme ces constats. Des travaux menés en Afrique subsaharienne (Demirgüç-Kunt et al., 2022; World Bank, 2023) soulignent que l'usage effectif et la confiance institutionnelle constituent des conditions décisives de l'impact de l'inclusion financière, dépassant la simple ouverture de comptes. De même, des recherches conduites en Inde (Banerjee & Duflo, 2014) et en Amérique latine (Clausen & Trivelli, 2021) montrent que l'accès aux services financiers doit être accompagné d'initiatives d'éducation financière et de produits adaptés aux besoins locaux pour produire des effets tangibles sur la réduction des inégalités. Dans cette perspective, le cas marocain s'inscrit dans une tendance plus large : l'inclusion financière ne devient véritablement transformative que lorsqu'elle est conçue comme un processus différencié, sensible aux contextes sociaux, aux inégalités de genre et aux disparités territoriales.

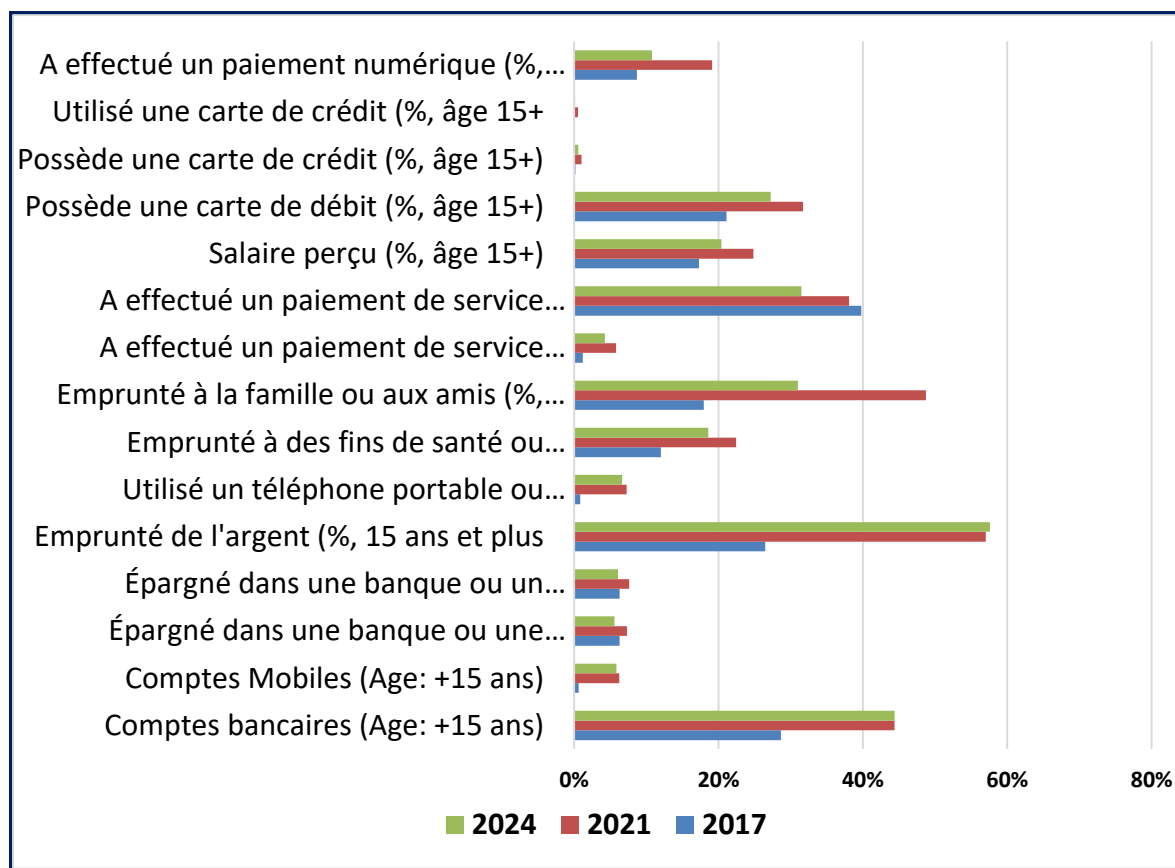
## **5.2. Implications pour les politiques publiques et les institutions financières**

Les résultats de cette recherche suggèrent plusieurs implications majeures pour les politiques publiques. Tout d'abord, l'importance déterminante de l'utilisation effective et de la qualité perçue des services financiers, révélée par la première dimension de l'ACM, plaide pour une réorientation des stratégies nationales au-delà de la simple augmentation des taux de

bancarisation. Les pouvoirs publics devraient mettre l'accent sur l'amélioration de la pertinence, de la transparence et de la simplicité des produits proposés, afin de favoriser une appropriation durable par les populations. Dans le cas du Maroc, cela rejoint les objectifs de la Stratégie Nationale d'Inclusion Financière (SNIF), qui vise à promouvoir la digitalisation et à renforcer la protection des consommateurs. Toutefois, les résultats de cette étude invitent à renforcer le suivi qualitatif de ces mesures, en évaluant systématiquement l'impact perçu par les usagers sur leur bien-être.

Les résultats, tirés de la base de données Global Findex, montrent une progression notable des indicateurs d'inclusion financière entre 2017 et 2024. Le graphique, ci-dessous, met en évidence une hausse significative du taux de bancarisation des adultes (+10 points entre 2017 et 2024) et une croissance de l'utilisation des paiements numériques, traduisant l'impact de la digitalisation promue par la Stratégie Nationale d'Inclusion Financière (SNIF). Néanmoins, certains domaines comme l'épargne formelle et l'accès au crédit à des fins médicales restent en retrait, suggérant des fragilités structurelles. Ces constats appellent la mise en place d'indicateurs de suivi spécifiques, tels que : (i) le pourcentage de population bancarisée, (ii) le taux de pénétration des paiements numériques et du mobile banking, (iii) des indices de satisfaction client, et (iv) un indice de confiance institutionnelle. Ces instruments permettraient de mesurer non seulement l'extension de l'accès mais aussi l'amélioration qualitative de l'inclusion financière au Maroc.

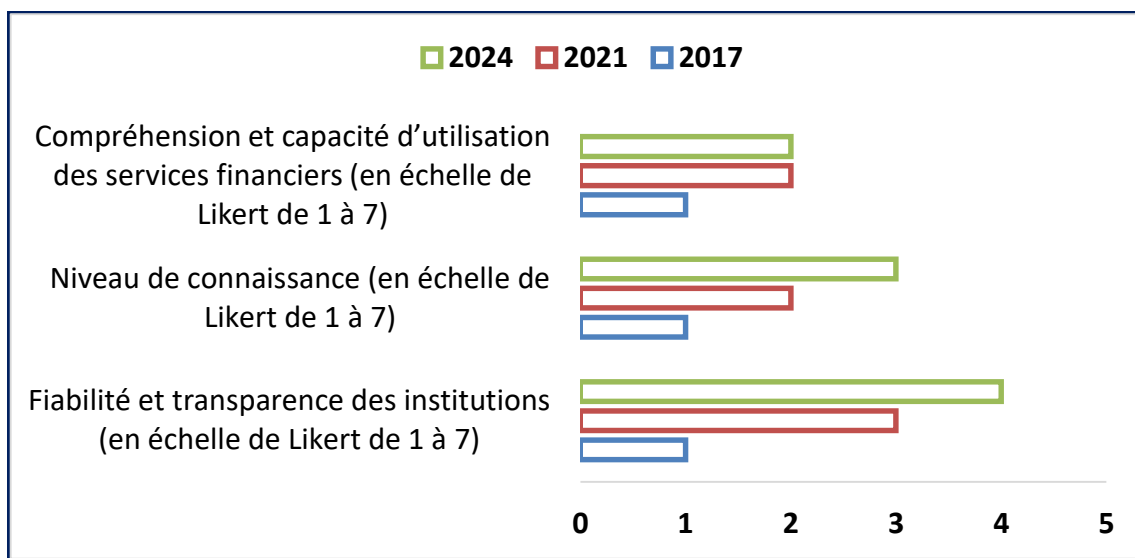
**Figure 4: Évolution des indicateurs d'inclusion financière au Maroc (2017-2024)**



Source : Elaboré par les auteurs en utilisant les données de Global Findex (Rapport 2025)

Le second graphique apporte un éclairage complémentaire à travers une enquête en échelle de Likert (1 à 7). Les scores obtenus en 2024 soulignent une nette amélioration de la perception de la sécurité ( $\approx 5/7$ ) et de la fiabilité/transparence des institutions ( $\approx 4/7$ ), traduisant un regain de confiance dans le système financier. Parallèlement, la compréhension et la capacité d'utilisation des services financiers atteignent environ  $3,5/7$ , et le niveau de connaissance  $4/7$ , confirmant que des marges de progression subsistent en matière de littératie financière. Ces résultats plaident pour un renforcement des initiatives de microfinance, du mobile banking et des campagnes d'éducation financière pilotées par Bank Al-Maghrib et les associations locales, particulièrement en zones rurales et auprès des jeunes et des femmes. L'intégration systématique de ces indicateurs qualitatifs et quantitatifs dans le suivi national garantirait une transformation de l'accès formel en bien-être concret et ressenti, consolidant ainsi la confiance et l'appropriation des services financiers.

**Figure 5: Perceptions et compétences financières des individus au Maroc (échelle de Likert, 1 à 7)**



Source : Elaboré par les auteurs en utilisant les données de Global Findex (Rapport 2025)

Ensuite, la forte corrélation entre inclusion financière et éducation/développement personnel souligne la nécessité de consolider les programmes d'éducation financière. Les pouvoirs publics, en partenariat avec les établissements financiers et les organisations de la société civile, devraient intensifier les actions de sensibilisation et de formation afin de renforcer les compétences financières des ménages. Comme le montre la littérature (Lusardi & Mitchell, 2014; OCDE, 2022), la littératie financière conditionne directement l'usage pertinent des services, réduit les risques de surendettement et améliore la capacité de planification. Dans le contexte marocain, l'éducation financière apparaît comme un levier transversal qui permet de maximiser l'impact des politiques d'inclusion sur la qualité de vie.

Pour les institutions financières, les résultats mettent en évidence l'importance de la confiance institutionnelle comme facteur discriminant. La confiance se construit à travers la proximité relationnelle, la transparence des contrats, la simplification des procédures et la capacité des institutions à répondre aux besoins spécifiques des clients. Les banques et institutions de microfinance devraient donc investir dans la qualité relationnelle, en développant des mécanismes de médiation et d'accompagnement, notamment pour les publics vulnérables (femmes, jeunes, populations rurales). Une communication claire et accessible, ainsi que des dispositifs de protection des clients, constituent des conditions essentielles pour instaurer un climat de confiance durable.

Par ailleurs, la faible discrimination des variables « réduction de la pauvreté » et « réduction des inégalités » dans l'ACM invite à nuancer les attentes en matière d'impact social direct de

l'inclusion financière. Si l'inclusion contribue indéniablement à améliorer la gestion budgétaire et la sécurité économique au niveau micro, son effet sur la réduction des inégalités reste conditionné à des politiques complémentaires de redistribution et de protection sociale. Les institutions financières doivent donc agir en synergie avec les pouvoirs publics, en intégrant l'inclusion financière dans une approche plus large de développement territorial et social, afin de renforcer son impact sur les populations les plus vulnérables.

Ces résultats mettent en évidence que l'inclusion financière doit être pensée comme un processus global et systémique, qui exige une coordination étroite entre acteurs publics et privés. Les pouvoirs publics ont pour rôle de mettre en place un cadre réglementaire clair et incitatif, de développer les infrastructures nécessaires et de garantir un environnement propice à l'innovation financière. De leur côté, les institutions financières doivent adapter leurs offres aux besoins réels des populations, améliorer la qualité et la transparence des services, et instaurer un climat de confiance durable avec les usagers. Cette synergie d'actions est indispensable pour transformer l'inclusion financière en véritable levier de développement socio-économique. Elle permet non seulement de renforcer le bien-être individuel, mais aussi de consolider la cohésion sociale et de réduire les disparités économiques. Par ailleurs, une telle approche intégrée favorise la création d'un écosystème financier plus résilient, capable de soutenir la croissance inclusive et de répondre aux défis posés par la transition numérique et les mutations économiques mondiales.

## **6. Conclusion et perspectives**

Les résultats de cette recherche offrent un éclairage renouvelé sur les liens entre inclusion financière et qualité de vie des individus dans le contexte marocain. L'exploitation de l'Analyse des Correspondances Multiples (ACM) sur un échantillon de 120 individus démontre que l'inclusion ne saurait être appréhendée uniquement à travers la dimension de l'accès matériel aux services financiers. Au contraire, elle repose sur un ensemble de déterminants complémentaires qui traduisent l'expérience vécue des usagers et leur rapport quotidien au système financier. La première dimension factorielle, qui explique une part substantielle de la variance, met en évidence le rôle décisif de l'utilisation effective des services, de la perception de leur qualité et de l'éducation/développement personnel. Ces trois variables structurent fortement les différences observées entre individus et confirment que la qualité de l'inclusion se mesure autant par l'appropriation et la pertinence des produits que par leur accessibilité.

La deuxième dimension, quant à elle, confirme l'importance de la confiance envers les institutions financières, soulignant que l'inclusion ne se limite pas à la mise à disposition d'infrastructures mais s'inscrit dans une dynamique relationnelle et institutionnelle. Cette confiance, qui repose sur la transparence des services, la proximité et la légitimité des acteurs

financiers, apparaît comme un facteur de différenciation essentiel dans la manière dont les individus perçoivent les effets de l'inclusion sur leur bien-être. Elle illustre que l'efficacité des politiques d'inclusion financière ne dépend pas seulement des efforts techniques et logistiques, mais également de la capacité des institutions à instaurer un climat de crédibilité et de sécurité. Ainsi, l'analyse montre que l'inclusion financière, loin d'être un processus uniforme, est une construction multidimensionnelle où se croisent des facteurs matériels, éducatifs et institutionnels.

Sur le plan théorique, cette étude contribue à enrichir la littérature existante en confirmant le caractère multidimensionnel de l'inclusion financière. Elle s'inscrit dans la continuité des travaux de Demirgüç-Kunt et Klapper (2012), Allen et al. (2016) et Camara & Tuesta (2014), en montrant que l'usage et la qualité des services constituent des déterminants essentiels du bien-être. Elle va toutefois au-delà en soulignant l'importance de variables souvent reléguées au second plan, comme la confiance institutionnelle et l'éducation financière, qui apparaissent comme des médiateurs fondamentaux entre inclusion et impacts sociaux. L'apport empirique réside dans la spécificité du cas marocain : malgré les avancées portées par la Stratégie Nationale d'Inclusion Financière (SNIF), les résultats montrent que les effets ressentis sur la réduction de la pauvreté et des inégalités restent relativement limités dans les perceptions individuelles, ce qui nuance certaines conclusions macro-économiques de la littérature internationale.

D'un point de vue empirique, cette recherche met en lumière la pertinence d'une démarche factorielle appliquée à des données qualitatives, en offrant une lecture fine, nuancée et multidimensionnelle des dynamiques étudiées. L'ACM s'est révélée particulièrement efficace pour cartographier les proximités entre modalités et pour dégager des profils différenciés d'individus, allant des « inclus satisfaits » aux « exclus », en passant par les « partiellement inclus ». Ce type d'approche démontre que l'inclusion financière ne saurait être appréhendée comme un état binaire, mais bien comme un processus évolutif et gradué, qui se manifeste de manière différenciée selon les trajectoires individuelles, les contextes socio-économiques et les représentations subjectives des usagers. En outre, l'ACM permet de mettre en évidence les liens latents entre variables et d'identifier des logiques de regroupement qui échappent aux analyses traditionnelles. Ces résultats confirment l'intérêt d'intégrer davantage les méthodes factorielles dans les recherches en sciences sociales appliquées à la finance, afin de mieux saisir la complexité des interactions entre inclusion financière et bien-être.

Cette étude comporte plusieurs limites qu'il convient de rappeler. La taille restreinte de l'échantillon (120 individus) limite la représentativité et empêche toute généralisation des résultats à l'ensemble de la population marocaine. Le recours aux entretiens semi-directifs introduit par ailleurs une part de subjectivité, tant dans l'expression des réponses que dans leur codage et interprétation, malgré l'application de procédures méthodologiques rigoureuses. De plus, l'Analyse des Correspondances Multiples (ACM), bien qu'adaptée à l'exploration de données qualitatives et catégorielles, demeure une méthode exploratoire qui ne permet pas d'établir de relations causales robustes. Ces limites ouvrent néanmoins des perspectives de recherche prometteuses : élargir la taille et la diversité des échantillons en intégrant les femmes rurales, les jeunes et les micro-entrepreneurs, mobiliser des bases de données quantitatives de grande envergure (comme le Global Findex ou les enquêtes nationales), et recourir à des modèles économétriques avancés (VAR, SEM, modèles multi-niveaux) afin de tester et valider plus formellement les relations mises en évidence. Enfin, des analyses comparatives régionales – à l'échelle du Maghreb ou de l'Afrique subsaharienne – offriraient un éclairage précieux sur les spécificités du cas marocain et permettraient d'approfondir la réflexion sur l'inclusion financière comme levier de réduction des inégalités et de promotion du développement humain. Toutefois, la méthodologie adoptée dans cette recherche comporte des limites inhérentes à son approche exploratoire. La taille de l'échantillon et la nature qualitative des données restreignent la portée des conclusions, qui doivent être considérées comme des tendances et non comme des généralisations définitives. C'est pourquoi il serait pertinent, dans de futures recherches, de compléter cette analyse par des approches quantitatives et économétriques (par exemple des modèles VAR, VECM ou SEM) appliquées à des bases de données de plus grande ampleur, telles que les enquêtes nationales de Bank Al-Maghrib ou les données du Global Findex. Une telle démarche permettrait de tester de manière plus robuste les relations mises en évidence par l'ACM et de consolider les conclusions en termes de causalité et de portée macroéconomique. En guise de conclusion, cette étude confirme que l'inclusion financière représente un véritable levier de transformation socio-économique, mais qu'elle ne peut produire pleinement ses effets que si elle dépasse la logique restreinte de l'accès pour intégrer d'autres dimensions essentielles. La qualité des services, leur usage effectif, la confiance institutionnelle et la littératie financière apparaissent comme des conditions déterminantes pour transformer l'accès en un véritable facteur de bien-être. Pour les décideurs publics comme pour les institutions financières, l'enjeu ne consiste donc pas uniquement à élargir la couverture des services, mais à veiller à leur pertinence, à leur adaptation aux besoins des populations et à leur appropriation par les usagers.

C'est à cette condition que l'inclusion financière pourra contribuer de manière durable à l'amélioration de la qualité de vie et à la réduction des inégalités, particulièrement dans le contexte marocain marqué par de fortes disparités socio-économiques et territoriales.

Par ailleurs, l'étude met en évidence la nécessité d'une coordination renforcée entre acteurs publics et privés, afin d'assurer une meilleure cohérence et une plus grande efficacité des actions entreprises. L'inclusion financière doit être intégrée dans une vision systémique et complémentaire, où le développement des services financiers est accompagné de mesures de soutien institutionnel et social. Elle doit également s'inscrire dans une stratégie plus globale de développement humain, où l'innovation, l'éducation, la protection sociale et l'amélioration des infrastructures jouent un rôle déterminant. Cette articulation entre politiques publiques et initiatives institutionnelles constitue un cadre indispensable pour consolider les acquis de l'inclusion financière et en maximiser les effets sur le long terme.

## 1. Annexes

**Tableau 2: Variables transformées des corrélations**

**Dimension: 1**

	Accès aux services financiers	Utilisation des services financiers	Perception de la qualité des services	Confiance envers les institutions financières	Impact sur la situation économique et matérielle	La réduction de la pauvreté	Réduction des inégalités socio-économiques	Éducation et développement personnel	Accès aux biens et services essentiels (logement, alimentation, eau, énergie).
Accès aux services financiers	<b>1,000</b>	,780	,780	,675	,779	,317	,317	,780	,787
Utilisation des services financiers	,780	<b>1,000</b>	,999	,866	,999	,481	,481	,999	,994
Perception de la qualité des services	,780	,999	<b>1,000</b>	,864	,998	,487	,487	1,000	,995
Confiance envers les institutions financières	,675	,866	,864	<b>1,000</b>	,867	,590	,590	,864	,859
Impact sur la situation économique et matérielle	,779	,999	,998	,867	<b>1,000</b>	,479	,479	,998	,993
La réduction de la pauvreté	,317	,481	,487	,590	,479	<b>1,000</b>	1,000	,487	,525
Réduction des inégalités socio-économiques	,317	,481	,487	,590	,479	1,000	<b>1,000</b>	,487	,525
Éducation et développement personnel	,780	,999	1,000	,864	,998	,487	,487	<b>1,000</b>	,995
Accès aux biens et services essentiels (logement, alimentation, eau, énergie).	,787	,994	,995	,859	,993	,525	,525	,995	<b>1,000</b>
Dimension	1	2	3	4	5	6	7	8	9
Valeur propre	<b>7,062</b>	<b>1,406</b>	<b>,334</b>	<b>,190</b>	<b>,005</b>	<b>,002</b>	<b>,000</b>	<b>,000</b>	<b>,000</b>

Source : Elaboré par les auteurs en utilisant le logiciel SPSS

## 2. Bibliographie

### 2.1. Articles

- Aghion, P., & Bolton, P. (1997). A Theory of Trickle-Down Growth and Development. *The Review of Economic Studies*, 64(2), 151-172. <https://doi.org/10.2307/2971707>
- Allen, F., Demirguc-Kunt, A., Klapper, L., & Martinez Peria, M. S. (2016). The foundations of financial inclusion : Understanding ownership and use of formal accounts. *Journal of Financial Intermediation*, 27, 1-30. <https://doi.org/10.1016/j.jfi.2015.12.003>
- Anwar, A., Uppun, P., & Reviani, I. T. A. (2016). *The Role of Financial Inclusion to Poverty Reduction in Indonesia*. 4.
- Banerje, A. V., & Duflo, E. (2011). *A Radical Rethinking of the Way to Fight Global Poverty*.
- Banerjee, A. V., & Duflo, E. (2014). Do Firms Want to Borrow More? Testing Credit Constraints Using a Directed Lending Program. *The Review of Economic Studies*, 81(2), 572-607. <https://doi.org/10.1093/restud/rdt046>
- Bauchet, J., Marshall, C., Starita, L., Thomas, J., & Yalouris, A. (2011). *Latest Findings from Randomized Evaluations of Microfinance*. World Bank, Washington, DC. <https://doi.org/10.1596/26892>
- Beck, T., Demirguc-Kunt, A., & Honohan, P. (2009). Access to Financial Services : Measurement, Impact, and Policies. *The World Bank Research Observer*, 24(1), 119-145. <https://doi.org/10.1093/wbro/lkn008>
- Beck, T., Demirgüç-Kunt, A., & Honohan, P. (2009). *Access to Financial Services : Measurement, Impact, and Policies : World Bank Research Observer : Vol 24, No 1*. <https://elibrary.worldbank.org/doi/abs/10.1093/wbro/lkn008?journalCode=wbro>
- Beck, T., Demirgüç-Kunt, A., & Levine, R. (2007). Finance, Inequality and the Poor. *Journal of Economic Growth*, 12(1), 27-49.
- Cámara, N., & Tuesta, D. (2014). *Measuring Financial Inclusion : A Multidimensional Index* (SSRN Scholarly Paper No. 2634616). <https://doi.org/10.2139/ssrn.2634616>
- Clausen, J., & Trivelli, C. (2021). Inclusión financiera transformativa centrada en las mujeres: *Argumentos*, 2(2), 35-60. <https://doi.org/10.46476/ra.v2i2.91>
- Demirguc-Kunt, A., Beck, T., & Honohan, P. (2008). Finance for All? Policies and Pitfalls in Expanding Access. *Journal of The American College of Cardiology - J AMER COLL CARDIOL*.
- Demirgüç-Kunt, A., & Klapper, L. (2012). *Financial Inclusion in Africa : An Overview*. The World Bank. <https://doi.org/10.1596/1813-9450-6088>

- Demirgüç-Kunt, A., Klapper, L., Singer, D., & Ansar, S. (2022). *The Global Findex Database 2021 : Financial Inclusion, Digital Payments, and Resilience in the Age of COVID-19*. The World Bank. <https://doi.org/10.1596/978-1-4648-1897-4>
- Demirguc-Kunt, A., Klapper, L., Singer, D., Ansar, S., & Hess, J. (2018). *The Global Findex Database 2017 : Measuring Financial Inclusion and the Fintech Revolution*. Washington, DC: World Bank. <https://doi.org/10.1596/978-1-4648-1259-0>
- Demirgüç-Kunt, A., & Levine, R. (2008). Finance et opportunité économique. *Revue d'économie du développement*, 16(4), 5-29. <https://doi.org/10.3917/edd.224.0005>
- Elouaourti, Z., & Ezzahid, E. (2022). Factors of regional financial inclusion in Morocco. *Regional Science Policy and Practice*. Scopus. <https://doi.org/10.1111/rsp3.12516>
- Elouaourti, Z., & Ezzahid, E. (2023). Financial services and firm performance, are there any differences by size? Worldwide evidence using firm-level data. *Journal of Economic Studies*, 50(4), 858-880. Scopus. <https://doi.org/10.1108/JES-10-2021-0526>
- Escofier, B., & Pagès, J. (2016). *Analyses factorielles simples et multiples Objectifs, méthodes et interprétation*. [https://cdn-cms.f-static.com/uploads/1460418/normal\\_5b9ba5dc15394.pdf](https://cdn-cms.f-static.com/uploads/1460418/normal_5b9ba5dc15394.pdf)
- Ezzahid, E., & Elouaourti, Z. (2021). Financial inclusion, mobile banking, informal finance and financial exclusion : Micro-level evidence from Morocco. *International Journal of Social Economics*, 48(7), 1060-1086. Scopus. <https://doi.org/10.1108/IJSE-11-2020-0747>
- North, D. C. (1990). *Institutions, Institutional Change and Economic Performance*. Cambridge University Press. <https://doi.org/10.1017/CBO9780511808678>
- Putnam, R. D. (1995). Bowling Alone : America's Declining Social Capital. *Journal of Democracy*, 6(1), 65-78. <https://doi.org/10.1353/jod.1995.0002>
- Rawls, J. (2003). *A theory of justice* (Rev. ed., 5.-6. printing). Belknap Press of Harvard Univ. Press.
- Rostow, W. W. (1974). Money and Capital in Economic Development. By Ronald I. McKinnon. (Washington, D.C. : The Brookings Institution, 1973. Pp. 184. \$7.50.). *American Political Science Review*, 68(4), 1822-1824. <https://doi.org/10.2307/1960040>
- Sarma, M., & Pais, J. (2011). *Financial Inclusion and Development—Sarma—2011—Journal of International Development—Wiley Online Library*. <https://onlinelibrary.wiley.com/doi/abs/10.1002/jid.1698>
- Zins, A., & Weill, L. (2016). The determinants of financial inclusion in Africa. *Review of Development Finance*, 6(1), 46-57. <https://doi.org/10.1016/j.rdf.2016.05.001>

## 2.2. Rapports

Bank Al Maghreb. (2019). *Rapport annuel 2019*.

Bank Al Maghreb. (2020). *Rapport SNIF 2020*.  
<https://www.finances.gov.ma/Publication/dtfe/2022/rapport-strategie-nationale-if2020.pdf>

Demirgüç-Kunt, A., Klapper, L., Singer, D., Ansar, S., & Hess, J. (2017). *The Global finindex database*.

OCDE. (2022). *G20/OECD High-Level Principles on Financial Consumer Protection*.

Stiglitz, J. E., SEN, A., & FITOUSSI, J.-P. (2009). *Rapport de la commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social*.

World Bank. (2019a). *Europe and Central Asia Economic Update, April 2019 : Financial Inclusion*. Washington, DC: World Bank. <https://doi.org/10.1596/978-1-4648-1409-9>

World Bank. (2019b). *World Development Report 2019 : The Changing Nature of Work*.  
<https://www.worldbank.org/en/publication/wdr2019>

World Bank. (2023). *Rapport de suivi de la situation économique au Maroc, Automne 2023 : De la résilience à la prospérité partagée*. World Bank.  
<https://www.banquemondiale.org/fr/country/morocco/publication/morocco-economic-monitor-fall-2023-from-resilience-to-shared-prosperity>

## 2.3. Ouvrages

Benzecri. (1992). *Correspondence Analysis Handbook*. CRC Press.

Benzécri, J.-P. (1975). *L'analyse des données*. [https://www.persee.fr/doc/pop\\_0032-4663\\_1975\\_num\\_30\\_6\\_15911](https://www.persee.fr/doc/pop_0032-4663_1975_num_30_6_15911)

Bourdieu, P. (1980). Le capital social. *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 31(1), 2-3.

Inglehart, R., & Welzel, C. (2005). *Modernization, Cultural Change, and Democracy : The Human Development Sequence*.

Levine, R. (2004). *Finance and Growth : Theory and Evidence* (No. w10766; p. w10766). National Bureau of Economic Research. <https://doi.org/10.3386/w10766>

Levine, R. (2005). Finance and growth : Theory and evidence. *Handbook of economic growth*, 1, 865-934.

Lusardi, A., & Mitchell, O. S. (2014). The economic importance of financial literacy : Theory and evidence. *American Economic Journal: Journal of Economic Literature*, 52(1), 5-44.

Lebart, L., Morineau, A., & Piron, M. (1995). *Statistique exploratoire multidimensionnelle*.

Nunnally, J. C. (1978). *Nunnally, J.C. (1978) Psychometric theory. 2nd Edition, McGraw-Hill, New York. - References—Scientific Research Publishing.*

<https://www.scirp.org/reference/referencespapers?referenceid=453912>

Nussbaum, M. C. (2000). *WOMEN AND HUMAN DEVELOPMENT: The Capabilities Approach.*

[https://genderbudgeting.wordpress.com/wp-content/uploads/2012/12/nussbaum\\_women\\_capabilityapproach2000.pdf](https://genderbudgeting.wordpress.com/wp-content/uploads/2012/12/nussbaum_women_capabilityapproach2000.pdf)

Scott, W. R. (2014). *Institutions and Organizations Ideas, Interests, and Identities (4th ed.).*

<https://www.scirp.org/reference/referencespapers?referenceid=2451254>

Sen, A. (2001). *Development as freedom.* Oxford University Press.